

Communiqué de presse

Mardi 20 novembre 2012

Une politique financière durable est le meilleur investissement dans l'avenir

Une politique financière durable, le frein à l'endettement, une charge fiscale modérée et des investissements privés, telles sont les principales clés du succès de la Suisse. En appelant à l'ouverture des vannes financières et à l'augmentation des impôts, les syndicats s'écartent d'une voie qui a fait ses preuves. Ils s'inspirent des pratiques d'États étrangers surendettés. economiesuisse estime que ce serait une erreur et s'oppose à un tel choix.

Lors de sa conférence de presse, le syndicat Travail.Suisse a réclamé des hausses d'impôt et davantage d'investissements de la part de l'État. Le syndicat se fonde notamment sur l'hypothèse erronée selon laquelle la quote-part fiscale de la Suisse serait très basse.

En tenant compte des versements obligatoires, la quote-part fiscale est relativement élevée

La quote-part fiscale conforme aux lignes directrices de l'OCDE sur laquelle le syndicat se fonde ne tient pas compte de versements obligatoires perçus par des institutions de droit privé. economiesuisse a calculé la quote-part fiscale effective en tenant compte de tous les versements obligatoires : en 2010, elle dépassait 40 % et était donc supérieure à la moyenne de l'OCDE. En 2011, en raison du relèvement de la TVA, des cotisations à l'assurance chômage (AC) et aux allocations pour pertes de gain (APG), et de l'introduction du pour-cent de solidarité sur les hauts salaires, la quote-part fiscale s'est encore accrue.

La contribution fiscale des entreprises enregistre une forte hausse

Les recettes de l'impôt sur les bénéfices ont fortement augmenté en Suisse au cours de ces dernières années. Entre 1985 et 2009, elles sont passées de 1,7 % à 3,2 % du PIB. Au total, la contribution des entreprises à l'ensemble des recettes fiscales (part patronale incluse) a progressé régulièrement, passant de 17 % à 22 %. La Confédération s'attend à une nouvelle hausse des recettes générées par l'impôt sur les bénéfices des entreprises ces prochaines années.

Une place économique attrayante favorise l'investissement et l'économie privée

En Suisse, les investissements privés sont bien plus importants que dans d'autres États. Ainsi, le secteur privé est à l'origine des trois quarts des dépenses de recherche et de développement. Cela dit, economiesuisse soutient l'augmentation à ses yeux prioritaire des dépenses de la Confédération dans le domaine de la formation et de la recherche. Cela ne requiert pas de hausse d'impôts, mais une révision des priorités entre les tâches de l'État ainsi que des réformes structurelles.

Urs Furrer, membre de la direction d'économiesuisse, a résumé la situation ainsi : « Une politique financière durable et un système fiscal attrayant sont les meilleurs investissements d'avenir ». Actuellement, il s'agit de préserver l'attrait de notre place économique pour les entreprises actives à l'échelle internationale. En cas d'échec, la croissance, l'emploi et les recettes fiscales en pâtiront. La priorité va donc à une réforme de l'imposition des entreprises qui renforce la place économique.

Dossierpolitique du 21 février 2011 : Quote-part fiscale de la Suisse : des apparences trompeuses

http://www.economiesuisse.ch/fr/PDF%20Download%20Files/2011_dp02_Polfisc_Quote-part-fiscale.pdf

Dossierpolitique du 11 septembre 2012 : Frein à l'endettement : un succès qui dure

http://www.economiesuisse.ch/fr/PDF%20Download%20Files/2012-09-11_dp_PolFin_frein_endettement.pdf

Dossierpolitique sur le Moniteur financier 2012 :

http://www.economiesuisse.ch/fr/PDF%20Download%20Files/2012-07-19_DP_Moniteur-financier.pdf

Pour toute question :

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : 078 781 82 39

Courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch